

**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)**  
**Rapport de mise à jour annuel**  
**(Janvier à Décembre 2012)**

<b>Numéro et titre du projet</b>	Projet d'appui au rétablissement de la sécurité, de l'autorité de l'Etat et de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire <b>PBF/IRF-44 -00080052</b>
<b>Agences bénéficiaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PNUD</li> <li>• FNUAP</li> <li>• ONUFEMMES</li> <li>• FAO</li> <li>• UNICEF</li> <li>• ONUCI-Civil Affairs</li> <li>• ONUCI-UNPOL</li> <li>• OHCHR</li> </ul>
<b>Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences ONU, Organisations de la Société Civile)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (MEMPD), Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur (MEMI), Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité (MEMAS), Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant</li> <li>• Commission, Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR)</li> <li>• Search for Common Ground (SFCG)</li> <li>• Danish Refugees Council (DRC)</li> <li>• ANADER</li> <li>• ONG ODAFEM, IDE-Afrique et</li> <li>• Prestataires de services (entrepreneurs, fournisseurs, etc.)</li> </ul>
<b>Lieu:</b>	Côte d'Ivoire / Régions du Moyen Cavally et des Montagnes (Duékoué, Guiglo, Bloléquin, Toulepleu, Bangolo, Man, Danané, Zouan-Hounien et Bin-Houyé) et le District d'Abidjan
<b>Objectifs du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités des institutions sécuritaires et de l'administration préfectorale fortement endommagées et affaiblies en raison de la crise postélectorale, pour soutenir la reprise effective de leur fonctionnement ;</li> <li>• Contribuer à renforcer les processus de réconciliation et de cohésion sociale à la fois au niveau national et local, à favoriser la réinsertion durable des PDI et des rapatriés et à soutenir les communautés d'accueil pour renforcer le processus de paix</li> </ul>
<b>Effets escomptés</b>	<p><u>Effet 1</u> : Les institutions de sécurité et l'administration préfectorale sont dotées de moyens de base et de capacités</p> <p><u>Effet 2</u> : Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale visant à promouvoir la culture de l'inclusion et la résolution pacifique des conflits sont renforcées.</p> <p><u>Effet 3</u> : Les groupes vulnérables affectés par le conflit sont réinsérés dans leurs communautés et profitent de la concrétisation rapide des dividendes de la paix de manière à susciter la confiance dans le processus de réconciliation nationale et de jeter les fondements d'une paix durable.</p>

<b>Fonds engagés du budget total alloué<sup>1</sup></b>	<b>2 922 101.98 \$US</b>	<b>% de fonds engagés / budget total alloué:</b>	97,40%
<b>Fonds dépensés<sup>2</sup> du budget total alloué:</b>	<b>2 298 072.00 \$US</b>	<b>% de fonds dépensés / budget total alloué:</b>	71,82%
<b>Date d'approbation : Date de démarrage : Date de clôture prévue:</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 30 août 2011</li> <li>• 07 octobre 2011</li> <li>• 30 septembre 2012</li> </ul>	<b>Retard éventuel (mois):</b>	3 mois de retard en raison de la volatilité de la situation sécuritaire dans la zone Ouest.
<b>Résultats atteints (30 novembre 2012):</b>	<p>Conformément aux objectifs visés dans le cadre du projet, il a été défini, pour chaque effet lié à un domaine prioritaire du Fonds de Consolidation de la Paix, les résultats attendus et les indicateurs/Cibles mesurables.</p> <p><u>Ainsi pour l'Effet 1 (Les institutions de sécurité et l'administration préfectorale sont dotées de moyens de base et de capacités)</u>, deux résultats majeurs ont été définis à savoir : (i) <u>Résultat 1</u> : <i>Les infrastructures et équipements des institutions de sécurité et de l'administration préfectorale nécessaires à la restauration de l'ordre public et de l'autorité de l'Etat sont renforcés ;</i> (ii) <u>Résultat 2</u> : <i>Les capacités des forces de sécurité, des autorités et de la société civile dans la gestion collective des questions de sécurité et de cohésion sociale sont renforcées au niveau préfectoral et local.</i></p> <p>La réalisation de ces deux résultats majeurs a permis au PBSO, à travers les agences récipiendaires, de contribuer efficacement à la restauration de l'autorité des Préfets, Sous-préfets, Agents de police et de gendarmerie, principaux garants de l'autorité de l'Etat et de la sécurité dans la zone Ouest, particulièrement affectées par les divers affrontements de la crise postélectorale et les conflits intercommunautaires essentiellement liés à la terre. La plupart des infrastructures administratives (préfectures et sous-préfectures) et sécuritaires (commissariats et brigades) de cette zone avait été saccagées et/ou pillées, les interventions du projet ont permis une restitution minimale de l'espace et de l'équipement desdites infrastructures et les agents de l'Etat qui y sont affectés, ont pu reprendre pleinement leurs fonctions d'appui de la restauration de l'autorité de l'Etat, au maintien de l'ordre public et à la sécurisation des populations et de leurs biens.</p> <p>Dans cette même dynamique, une attention a été accordée à la réhabilitation et à l'équipement des commissariats de police et brigades de gendarmerie du District d'Abidjan qui ont été sérieusement endommagés lors des affrontements liés à la crise postélectorale.</p> <p>En outre, les formations sur les techniques de gestion participative des conflits, le respect des Droits Humains, la déontologie et les violences faites aux femmes, etc. ont permis aux autorités préfectorales de disposer d'outils adéquats de gestion des conflits et de contribuer au rétablissement de la cohésion sociale dans leurs circonscriptions respectives.</p> <p>Sur la période considérée (janvier-Décembre 2012), à l'initiative des sections UNPOL et Affaires civiles de</p>		<p><i>Actions correctives proposées pour adresser les contraintes et risques</i></p>
<p><b>(1) Effets escomptés du Plan Prioritaire (avec référence au cadre de résultat stratégique du FCP)</b></p> <p><b>a) Indicateurs et cibles actuelles par rapport aux prévisions annuelles</b></p>			

<sup>1</sup> Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et réglementations financières des agences

<sup>2</sup> Paiement (services, travaux) sur les engagements.

	<p>l'ONUCI et du PNUD, ce sont 29 infrastructures administratives qui ont été remises en état (6 préfectures, 14 sous-préfectures, 3 commissariats, 4 brigades dans l'Ouest, le district de police d'Adjamé et le PC radio de la préfecture de police d'Abidjan).</p> <p>Afin d'assurer un fonctionnement adéquat des différents services des infrastructures réhabilitées dans le cadre du projet, le projet a procédé à l'acquisition et à la livraison de divers équipements et outils informatiques. Les différents équipements (mobilier de bureau, matériels informatiques, kits de constat, etc.) pour ces infrastructures réhabilitées (préfectures, sous-préfectures, commissariats, brigades) ont été livrés à travers un programme de redéploiement et d'installation des équipements. L'équipement de 21 infrastructures réhabilitées a été livré durant le second semestre tout en rappelant que huit (8) de ces infrastructures avaient été préalablement équipées à la faveur de la visite du Président de la République à l'Ouest de la Côte d'Ivoire en Avril 2012. Cela permet ainsi aux autorités préfectorales et sécuritaires bénéficiaires, de disposer d'un cadre approprié pour l'exercice de leurs fonctions de délivrance de services de qualité aux populations et aux acteurs dans leurs circonscriptions administratives respectives.</p> <p>278 Policiers (209 hommes et 69 femmes) et 118 gendarmes ont été formés du 16 juillet au 24 Août 2012 dans 8 thématiques et disposent d'outils nécessaires à l'accomplissement de leurs différentes tâches au quotidien en matière de Droit de l'Homme, Déontologie, Police de proximité, Constat d'accident, Prise en charge des violences sexuelles, Droit des enfants, Andragogie avec l'appui de l'ONUCI (Civil Affairs, UNPOL, DDH, Child Protection, Gender,) ONUFEMMES, UNICEF, OHCHR et du PNUD. Dans le cadre de ces formations, afin de permettre d'assurer une meilleure diffusion des modules planifiés, l'UNICEF a acquis et mis à la disposition des formateurs, 04 ordinateurs, 04 vidéo projecteurs et 04 écrans de projection. Par ailleurs, 2 officiers de la police ivoirienne ont pu prendre part à la conférence internationale sur le rôle des organes de sécurité pour mettre fin aux violences faites aux femmes, tenue du 27 au 28 Novembre 2012 à Bujumbura au Burundi à l'initiative de ONUFEMMES.</p> <p>En outre, 170 autorités préfectorales dont 117 membres du Corps préfectoral dans les districts des Montagnes, du Goh-Djiboua et du Bas-Sassandra et 53 chefs traditionnelles ont été dotés d'outils et techniques de gestion participative des conflits à travers 4 séminaires de formations. Une évaluation conjointe de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI- Affaires Civiles), du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et de la Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT) a eu lieu du 17 au 20 septembre 2012 et a permis d'apprécier l'impact réel de ces différentes formations dans le fonctionnement et le quotidien des autorités bénéficiaires qui ont exprimé leur satisfaction face aux outils mis à leur disposition qui leur permettent de mieux appréhender et gérer les conflits communautaires et fonciers survenus dans leurs circonscriptions respectives. De nombreux exemples d'anticipation de conflits naissants et de médiation dans les conflits par les autorités et les Chefs formés ont eu pour cadre les infrastructures réhabilitées.</p> <p>L'UNFPA a organisé avec l'assistance de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI), 02 sessions de formation sur la prise en charge des violences basées sur le genre à Duékoué et Guiglo du 9 au 17 mai 2012 au profit de plus de 40 éléments des forces armées et de l'ordre (police, gendarmerie et militaires). Ce sont 08 FRCI, 05 policiers, 03 gendarmes à Duékoué; et 16 FRCI, 03 policiers, 05 gendarmes à Guiglo qui ont été formés pour intégrer et appliquer dans leur tâches, les notions de</p>	<p>Afin de maximiser l'impact du projet, les formations des membres du corps préfectoral étaient principalement destinés aux autorités ayant bénéficié des réhabilitations, c'est-à-dire l'ex région du Cavally et l'ex-région des Montagnes. Toutefois, l'effectif des autorités de cette zone géographique n'atteignant pas 140 au total, nous avons étendu la formation à deux autres districts du Sud-ouest confrontés également aux mêmes défis de cohésion sociale liés à l'accès à la terre.</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>citoyenneté, déontologie, VBG, prise en charge juridique et judiciaire du viol, etc.</p> <p>Dans l'ensemble, le niveau de réalisation des résultats attendus au niveau de cet effet 1, reste très satisfaisant malgré quelques difficultés liées essentiellement à la passation des marchés dont les montants excédaient 100,000 \$US et à l'acquisition des équipements dont certaines commandes ont été passées à l'extérieur du pays. Tous ces facteurs liés qui ont impactés sur les délais de livraison.</p> <p>Les Préfets et Sous-préfets des zones cibles du projet, malgré quelques critiques liées essentiellement à des travaux résiduels non pris parce non planifiés lors de évaluations des besoins dans le cadre du projet, restent assez satisfaits des actions menées. Néanmoins, de concert avec la Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT), des ressources complémentaires devraient être mobilisées afin de corriger les insuffisances relevées au niveau de certaines infrastructures préfectorales et de sécurité.</p> <p><b>Pour l'Effet 2 (Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale visant à promouvoir la culture de l'inclusion et la résolution pacifique des conflits sont renforcées)</b>, ce sont également deux résultats majeurs qui ont été définis à savoir : (i) <u>Résultats 3</u> : <i>Les capacités institutionnelles et opérationnelles des institutions, leaders et autres acteurs nationaux en matière de réconciliation et de cohésion sociale sont renforcées, notamment par des analyses, un dialogue participatif et des cadres d'action et de coordination inclusifs</i> et (ii) <u>Résultats 4</u> : <i>Le public est sensibilisé et participe activement aux activités de réconciliation et de cohésion sociale.</i></p> <p>L'un des défis majeur du Gouvernement dans le processus de reconstruction post-crise, concerne la réconciliation nationale et la cohésion sociale. Dans le cadre de ce projet, et pour l'atteinte des résultats susmentionnés, différents appuis ont été apportés en amont aux institutions nationales en charge de ces thématiques (CDVR, MEMPD, MEMEAS, etc.). Au niveau opérationnel, et en vue de mieux cerner les problématiques au niveau local, des études et évaluations des mécanismes existants de résolution des conflits/réparation des préjudices ont été conduites en vue de les renforcer et les capitaliser. Sur la base de ces études et évaluations, des structures de Paix (20) ainsi que des Leaders (200) traditionnels, religieux, associations de jeunes et de femmes, ont été formés à la prévention, la prise en charge et la réduction des tensions communautaires. Toutes ces initiatives ont été renforcées et consolidées auprès des communautés cibles à travers des activités socioculturelles de promotion de la paix, des droits humains, de la culture civique et de rapprochement intercommunautaire dans les zones les plus affectées notamment la région du Cavally dans l'Ouest du pays. Ces activités de rapprochement communautaires ont été menées par Search For Common Ground (SFCG) avec l'appui financier du PNUD.</p> <p>Les principales réalisations au niveau de ce volet du projet concernent :</p> <p>Au niveau institutionnel :</p> <p>i) Les appuis apportés par le PNUD et l'ONUCI Civil Affairs au MEMPD ont contribué à finaliser l'élaboration et l'adoption en conseil des ministres le 16 Février 2012, du Programme National de Cohésion Sociale (PNCS). En outre, le Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité (MEMEAS), avec la contribution des Organisations de la Société Civile (OSC) et du SNU ont entamé le processus d'élaboration de la Politique Nationale de Solidarité et de Cohésion Sociale (PNSCS). Après la production du premier draft de la politique, les discussions sont toujours en cours avec le MEMEAS pour la finalisation de cette Politique Nationale avant sa validation au Conseil des Ministres. Cette politique devrait permettre au Gouvernement d'avoir une vision claire et inclusive en</p>	
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

matière de solidarité et de cohésion sociale.

- ii) Le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) a renforcé son assistance technique à la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR), en particulier dans la définition de la stratégie des consultations nationales. Ces consultations visent à recueillir les avis et impressions des populations, des leaders d'opinion et des acteurs politiques sur la conduite du processus de réconciliation et à mieux orienter le travail de la CDVR sur le terrain. Le HCDH a ainsi mis à la disposition de la CDVR des Experts en justice transitionnelle pour l'appuyer et la conseiller dans la planification et la mise en œuvre des consultations nationales. Grâce à cet appui, la Commission a pu finaliser le montage technique et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces consultations.
- iii) Une étude socio-anthropologique menée par l'UNFPA portant sur l'« **Analyse sur les sources des conflits communautaires et développement du dialogue participatifs dans le départements de Duekoué, Guiglo, Bolequin, Zouan-Hounien et Danané à l'ouest de la Côte d'Ivoire** », dans la période d'août à septembre 2012 et dont l'analyse des données a permis d'identifier un certain nombre de facteurs qui entrave la mise en place du mécanisme de dialogue participatif pour la prévention et la gestion pacifique des conflits. Il s'agit entre autres de l'insécurité liée à la prolifération des armes, la propagation des rumeurs d'attaque, la mauvaise gouvernance locale, l'action des cadres et des hommes politiques, la question foncière et l'ethnocentrisme.
- iv) Dans l'optique de renforcer l'efficacité des infrastructures de paix au niveau local, un diagnostic participatif et une analyse des mécanismes et structures de paix existants ont été réalisés par le CERAP (Centre de Recherche et d'Action pour la Paix) et SFCG (Search For Common Ground) avec l'appui du PNUD dans 8 localités de l'Ouest et du Sud-ouest (Moyen Cavally : Duékoué, Bloléquin; Toulepleu ; Montagnes : Man, Danané ; Bas Sassandra : Soubré, San Pedro et Tabou). Cette étude a permis de dégager des recommandations concrètes tout en identifiant les forces et les faiblesses, atouts et obstacles en vue de renforcer l'efficacité des infrastructures de paix dans le processus d'édification de la paix au niveau local.

Au niveau de l'appui communautaire :

- v) L'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) avec l'appui de UNFPA et sur la base des résultats du rapport des études menées, a formé dans la période de juin à septembre 2012 dans les localités de Guiglo et de Danané, 49 leaders communautaires et travailleurs sociaux (19 femmes et 30 hommes) sur la prévention et la gestion pacifique des conflits communautaires, le développement du dialogue participatif et la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.
- vi) Search For Common Ground (SFCG), avec l'appui financier du PNUD, a mené des actions concrètes en matière de renforcement de la cohésion sociale dans 9 localités de l'Ouest du pays (Petit Guiglo, Beoua, Bedy Goazon, Zeaglo, CIB, Diboké, Blody, Diahouin, Zouan-Hounien) à travers des activités socioculturelles de rapprochement communautaire. Par ailleurs, des formations sur les thématiques des droits humains, de tolérance et de résolution non violente des conflits seront dispensées aux animateurs des stations de radios locales afin de leur permettre de contribuer plus efficacement au rétablissement de la cohésion sociale. Des activités de cohésion sociale dans la dynamique des activités de réintégration économique dans ces mêmes localités avec d'autres partenaires opérationnels sont en cours et ont permis de mieux préparer les populations bénéficiaires aux différents enjeux de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale.
- vii) Le PNUD a apporté un appui financier à l'ONG ODAFEM qui a formé 50 jeunes leaders de Duékoué à la culture de la Paix, à la prévention / gestion non violente des conflits et à la vie associative en vue de

	<p>leur participation active dans le processus de rétablissement de la cohésion sociale dans cette localité fortement affectée par la crise postélectorale et les nombreux affrontements intercommunautaires. Ces 50 jeunes leaders formés possèdent désormais de compétences et d'aptitudes nécessaires qui devront leur permettre d'engager un programme d'information, d'éducation et de communication sur la prévention et/ou la gestion de conflits, la vie associative et le dialogue social visant le changement de comportement des jeunes de Duékoué.</p> <p>viii) En vue de renforcer les capacités des Comités de Sensibilisation et de Veille des départements ayant bénéficié des formations sur la gestion des conflits initiées par l'ONUCI-Affaires Civiles, le PNUD et la DGAT et de leur permettre de contribuer efficacement au rétablissement de la cohésion sociale, le Comité de Pilotage a validé une activité complémentaire en vue d'équiper trente deux (32) Comités de Sensibilisation et de Veille en Chaises (100), bâches (2), mobylette (1), ensemble de sonorisation (1) pour chacun.</p> <p>Les résultats enregistrés au niveau de cette composante, dans le volet appuis aux institutions nationales en charge de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale, ont été contrariés en raison de l'instabilité et de la fragilité de la situation sociopolitique au niveau nationale. Cette fragilité de la situation est aggravée par les nombreuses attaques des groupes armés dans la zone Ouest et dans le District d'Abidjan qui contribuent à crispier les positions des différentes parties prenantes au processus de rétablissement de la cohésion sociale.</p> <p><b>Pour l'Effet 3 (Les groupes vulnérables affectés par le conflit sont réinsérés dans leurs communautés et profitent de la concrétisation rapide des dividendes de la paix de manière à susciter la confiance dans le processus de réconciliation nationale et de jeter les fondements d'une paix durable), un seul résultat a été défini à savoir : Résultats 5 : La réintégration socio économique des groupes vulnérables permet de restaurer la cohabitation pacifique et de susciter la confiance de la population au processus de réconciliation nationale</b></p> <p>A travers cette composante, le projet s'est attelé à la réintégration socio économique des femmes et des jeunes et à la relance des activités socioéconomiques des communautés hôtes par l'appui à la mise en place d'AGR, la dotation de kits agricoles, de petits commerces à travers des initiatives individuelles ou de groupe. Ces activités qui visent à renforcer le pouvoir économique des jeunes, des femmes et des communautés hôtes ont servi également de cadre de sensibilisation sur leurs rôles dans le processus de prévention et de gestion des conflits au niveau communautaire, sur la prévention des violences basées sur le genre.</p> <p>Pour la mise en œuvre de cette composante du projet, une mission conjointe de planification des activités à exécuter par les agences bénéficiaires des fonds a été organisée du 27 février au 3 mars 2012 pour identifier et définir les conditions opérationnelles de mise en œuvre des différentes activités dans les zones cibles de Duékoué, Guiglo, Bloléquin et Danané.</p> <p>L'objectif global de la mission a été de procéder avec les acteurs locaux, à une évaluation des conditions opérationnelles de mise en œuvre des activités des différentes agences bénéficiaires des fonds IRF. A l'issue de cette mission, un plan opérationnel de mise en œuvre a été élaboré (Qui fait quoi ? ou ? quand ?) et a permis aux agences bénéficiaires de faire un meilleur ciblage pour plus de synergie et de complémentarité dans la mise en œuvre des activités.</p>	
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	<p>De manière spécifique, les appuis en cours de la FAO, en partenariat avec l'ANADER Duékoué et Guiglo et l'ONG AIPDH, vont permettre la réinsertion socio économique de 640 bénéficiaires vulnérables à travers le soutien des capacités de production agricole, l'augmentation des revenus monétaires et le renforcement de la cohabitation intercommunautaire par la mise en œuvre d'activités d'intérêt collectif.</p> <p>L'UNFPA, avec l'appui de l'ANADER a mis à la disposition de 38 Organisations Communautaires de Base (OCB), des kits agricoles et commerciaux destinés aux femmes et aux jeunes de Duékoué (08), de Guiglo (03), de Toulepleu (07) et de Danané et Zouan-Hounien (20), pour la réalisation de microprojets d'AGR et l'installation-socio-professionnelle des bénéficiaires. Dans cette perspective, l'ANADER a formé près de 485 bénéficiaires membres des groupements bénéficiaires en (ii) techniques culturales (ii) gestion commerciale (iii) vie associative et (iv) comptabilité simplifiée.</p> <p>Le PNUD a signé un partenariat avec l'ONG DRC (Danish Refugees Council), qui a permis d'appuyer la réintégration socioéconomique des groupes vulnérables à travers des activités sociales et économiques qui permettent de restaurer le dialogue et la confiance entre les communautés. Ce partenariat avec DRC couvre 10 localités de la région du Cavally (Pinhou, Goya 2, Petit Guiglo, Zagné, Zouan, Zéaglo, Bloléquin, Diboké, Tinhou, Péhé) et a permis d'assister 128 ménages (3959 bénéficiaires) répartis dans 30 groupements à vocation agricole et 30 autres dans le domaine des AGR. Les appuis apportés aux bénéficiaires ont contribué non seulement à améliorer leurs moyens de subsistance mais également de contribuer à l'autonomisation des groupements féminins et au rétablissement de la cohésion sociale dans les localités cibles.</p> <p>Dans cette même dynamique, l'ONG ODAFEM a procédé à la construction de deux fermes porcines au profit des groupements de femmes de Ziglo et de Nicla dans la Sous-préfecture de Guiglo pour la relance de leurs activités économiques. Les activités résiduelles de cette initiative sont toujours en cours au niveau de ces deux localités.</p> <p>Les groupements de femmes représentatives ont été identifiés par ONUFEMMES avec l'appui de l'ONG ODAFEM pour la distribution des semences, intrants, outillage et équipements agricoles et pour la distribution des poussins et porcs pour l'élevage à Zéaglo, Petit Guiglo et à Béoué, dans le cadre du projet IRF/PBF. Environ 300 femmes ont bénéficié de ces appuis de ONUFEMMES. Ainsi, 10 hectares de terre cultivable au total dédiés à la culture de maïs et de manioc ont été acquis pour les groupements de femmes Zéaglo, les capacités des femmes de Zéaglo, Petit Guiglo et Béoué ont été renforcés en technique de mise en place de champs de maïs et de manioc par un agent de l'ANADER, des kits agricoles, outils et équipements agricoles ont été fournis aux groupements de femmes, la ferme avicole de petit Guiglo a été réhabilitée et dotée de 500 poussins de chairs au profit, une ferme porcine de 8m/5m de 6 loges a été construite au profit du groupement de femmes de Béoué et 2 broyeuses et un motoculteur ont été acquis.</p> <p><b>Toutes ces initiatives entamées ont permis aux populations cibles des zones de retour identifiées de reprendre leurs principales activités économiques. Ce qui pourra leur permettre à court et moyen terme de subvenir à certains de leurs besoins et à ceux de leur famille. A titre d'exemple, ce sont 3,5 ha de riz de bas-fond qui ont été exploités par les 3 groupements du village de Goya 2 dans le cadre du partenariat PNUD/DRC pour une production estimée à environ 7 tonnes. Les récoltes sont toujours en cours. Les récoltes des produits maraîchers (aubergines, piments, gombo) sont en</b></p>	
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	<p>cours. Le montant des premières ventes est de 50000 FCFA.</p>	
<p><b>(2) Résultats immédiats (= produits projet)</b>  <b>(avec référence aux indicateurs et cibles actuelles par rapport aux prévisions annuelles)</b></p>	<p>Pour l'atteinte des objectifs assignés à cette initiative conjointe du SNU en appui au Gouvernement, cinq (5) résultats majeurs ont été identifiés. Et pour chacun de ces résultats, des indicateurs et cibles mesurables ont été définis afin de permettre d'apprécier leurs niveaux de réalisation.</p> <p><b><u>Résultat 1</u> : Les infrastructures et équipements des institutions de sécurité et de l'administration préfectorale nécessaires à la restauration de l'ordre public et de l'autorité de l'Etat sont renforcés ;</b></p> <p>Pour ce résultat, trois indicateurs ont été définis :</p> <p><i><u>Indicateur 1.1.</u> 03 commissariats de police et 04 brigades de gendarmerie pour la région du Moyen Cavally et le District d'Abidjan, le poste de commandement radio de la Préfecture de police d'Abidjan et le District de Police d'Adjamé sont réhabilités et équipés sommairement et fonctionnels (à 60 % au moins).</i></p> <p>Les 3 commissariats de police (Duékoué, Guiglo et Toulepleu) ainsi que les 4 brigades de gendarmerie (Duékoué, Guiglo, Bloléquin et Toulepleu) dans la région du Cavally ont été réhabilités et équipés en mobiliers de bureau et en matériels informatiques.</p> <p>Le poste de commandement radio de la Préfecture de police d'Abidjan et le District de police d'Adjamé ont</p>	<p><i><u>Actions correctives proposées pour adresser les contraintes et risques rencontrés</u></i></p>



	<p>été également réhabilités et équipés en mobiliers de bureau et en matériels informatiques. La réhabilitation et l'équipement de ces infrastructures a permis aux agents de police et de gendarmerie qui y sont affectés, de reprendre leur travail dans de bonnes conditions, dans des cadres appropriés et de délivrer des services de qualités aux populations usagers de ces commissariats de police et brigades de gendarmerie.</p> <p><i>Indicateur 1.2. 06 Préfectures et 14 Sous-préfectures des régions des Moyen Cavally et Montagnes sont réhabilitées et équipées sommairement et fonctionnelles (à 60 % au moins)</i></p> <p>Au 30 novembre 2012, on note un taux de réalisation du projet très satisfaisant. Six (6) préfectures prévues sommairement réhabilitées et opérationnelles (Duékoué, Bangolo, Guiglo et Toulepleu, Bloléquin, Zouan-Hounien), et 14 sous-préfectures réhabilitées (Duékoué, Guezon, Gbapleu, Guiglo, Zéaglo, Taï, Zagné, Toulepleu, Bloléquin, Doké, Bakoubly, Zouan-Hounien, Bin-Houyé, Téapleu). Huit (8) de ces bâtiments ont pu être entièrement équipés (mobiliers de bureau et matériels informatiques) à la faveur de la visite du Président de la République à l'Ouest de la Cote d'Ivoire en Avril 2012. Les équipements des 21 autres infrastructures réhabilitées ont été livrés et entièrement installés durant le second semestre 2012.</p> <p>Les Préfets et Sous-préfets des zones cibles du projet, malgré quelques critiques liées essentiellement à des travaux résiduels non pris en compte dans le cadre de ces réhabilitations sommaires, restent assez satisfaits des actions menées. Ils disposent d'un cadre de travail approprié qui leur permet d'accomplir leurs différentes missions auprès de leurs administrés.</p> <p><i>Indicateur 1.3. 35 Commissariats de Police d'Arrondissement et 05 Districts d'Abidjan sont équipés sommairement en matériels informatiques et Bureautiques</i></p> <p>Ce sont au total, 29 unités de police et 09 brigades de gendarmerie d'Abidjan, soit 38 infrastructures de sécurité qui ont été équipés sommairement depuis le mois de septembre 2012, en matériels informatiques et Bureautiques. Ces équipements permettent aux agents bénéficiaires d'assurer des services de qualités dans la protection des personnes et de leurs biens au niveau du District d'Abidjan.</p>	
	<p><b>Résultat 2 : Les capacités des forces de sécurité, des autorités et de la société civile dans la gestion collective des questions de sécurité et de cohésion sociale sont renforcées au niveau préfectoral et local.</b></p> <p>Pour ce résultat, deux indicateurs ont été définis :</p> <p><i>Indicateur 2.1 Formation d'au moins 400 formateurs-relais, issus des forces de police et de gendarmerie (matière de déontologie, droits de l'Homme, prise en charge des violences faites aux femmes et aux enfants, constat d'accident et informatique), (au moins 10% sont des femmes) et d'au moins 140 membres du corps préfectoral en poste à l'Ouest en matière de prévention et gestion de conflits</i></p> <p>Le processus de planification conjointe (UNPOL, ONUFEMMES, UNICEF, OHCHR) de la formation de 400 éléments des unités de police et de gendarmerie et trente (30) personnels d'encadrement en matière de déontologie, droits de l'homme, violences faites aux femmes, constat d'Accident, etc. a été achevée et les</p>	

	<p>différentes formations ont effectivement eu lieu au cours des mois de juillet et août 2012.</p> <p>Cette formation avait connu un retard dans sa mise en œuvre en raison des ajustements à faire au niveau de chaque partie prenante pour la planification du budget et la disponibilité des éléments à former.</p> <p>Au total, ce sont 278 Policiers (209 hommes et 69 femmes) et 118 gendarmes, soit 398 agents de la police et de la gendarmerie ont été formés du 16 juillet au 24 Août 2012 dans 8 thématiques et disposent d'outils nécessaires à l'accomplissement de leurs différentes tâches au quotidien en matière de Droit de l'Homme, Déontologie, Police de proximité, Constat d'accident, Prise en charge des violences sexuelles, Droit des enfants, Andragogie avec l'appui de l'ONUCI (Civil Affairs, UNPOL, DDH, Child Protection, Gender,) ONUFEMMES, UNICEF, OHCHR et du PNUD.</p> <p>15 Commissaires de police dont 6 femmes et 15 gendarmes ont reçu également les mêmes formations du 05 au 07 novembre 2012.</p> <p>Ces 428 éléments des unités de police et de gendarmerie formés, sont donc suffisamment outillés pour contribuer efficacement à la protection des différentes populations de leurs circonscriptions.</p> <p>Dans cette même dynamique et dans le cadre de ses interventions au niveau du projet, l'UNFPA a organisé avec l'appui de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) 02 sessions de formation sur la prise en charge des violences basées sur le genre à Duékoué et Guiglo (9 au 17 mai 2012). 40 éléments des forces armées et de l'ordre (police, gendarmerie et militaires) dont : 16 à Duékoué (08 FRCI, 05 policiers, 03 gendarmes) ; 24 personnes à Guiglo (16 FRCI, 03 policiers, 05 gendarmes) ont été également formés pour intégrer et appliquer dans leur tâches les notions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La citoyenneté et la déontologie des forces de l'ordre ; les instruments juridiques de protection des Droits de l'Homme ;</li> <li>• Les généralités sur les VBG et les causes et les conséquences des Mutilation génitales Féminine (MGF) et la loi de Côte d'Ivoire la réprimant et la prise en charge holistique des VBG ;</li> <li>• Les causes et conséquence du viol (santé, physique, psychologique et judiciaires) et la prise en charge juridique et judiciaire du viol ; la référence et le mécanisme de coordination des VBG dans le cadre des plates formes de lutte contre les VBG.</li> </ul> <p>Ces 40 éléments des forces armées et de l'ordre (police, gendarmerie et militaires) disposent désormais d'outils de prévention et de protection des femmes face aux violences basées sur le genre.</p> <p>Concernant la formation du Corps Préfectorale, quatre (4) séminaires de renforcement des capacités ont été organisés à l'attention des Autorités préfectorales de l'Ouest et du Sud-ouest sur le thème : «L'Autorité Préfectorale dans la gestion participative des conflits».</p> <p>Au total 170 Autorités préfectorales, sécuritaires et traditionnelles ont pris part aux séminaires dont 117 membres du Corps préfectoral. Les 3 districts regroupent 132 autorités préfectorales soit un taux de participation de 89 %.</p> <p>Les séminaires ont été mis en œuvre conjointement par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A Divo, les 14 et 15 mai pour les autorités du District du Goh-Djiboua,</li> <li>• A San Pedro, les 22 et 23 mai pour les autorités du District du Bas-Sassandra,</li> <li>• A Man, les 28 et 29 mai pour les autorités de la Région du Tonkpi et du département de Bangolo,</li> <li>• A Man, les 31 mai et 1er Juin pour les autorités du District Régions du Cavally et du Guémon.</li> </ul>	
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	<p>Les participants ont enrichi leurs expériences à travers des outils et techniques qui leur permettent d'une part, de mieux cerner les contours des différents conflits rencontrés, pour aider à les prévenir et les gérer de manière pacifique, et d'autre part de soutenir les mécanismes de gestion participative mis en place pour le renforcement de la paix et de la cohésion sociale tels que les Comités de sensibilisation et de veille et les Comités de sécurité.</p> <p>Les autorités préfectorales des trois (3) principaux districts de l'Ouest sont désormais mieux outillées pour prévenir les conflits et assurent une coordination plus efficace des mécanismes locaux de gestion de la cohésion sociale et de sécurité. De nombreuses tensions ont été apaisées grâce à l'intervention des préfets et sous-préfets qui se sont appuyés sur les membres des Comités de Sensibilisation et de Veille.</p> <p><i>Indicateur 2.2 : Un (1) diagnostic local de sécurité est produit et 1 projet fédérateur à impact rapide est mise en œuvre par l'entremise d'un Conseil Communal de Sécurité mis en place</i></p> <p>A l'issue de la mission conjointe de planification des activités du projet IRF dans la zone Ouest, le PASU/PNUD a procédé à l'identification de la commune pilote (Guiglo) qui a bénéficié d'un diagnostic local de sécurité, d'un conseil communal de sécurité et d'une initiative pilote fédérateur à impact rapide. La mise en œuvre effective des activités a accusé un retard en raison de la nécessité d'interagir pour plus d'efficacité avec les initiatives du PASCOS et du PASU qui doivent débiter dans la zone. Dans cette perspective, un projet d'appui au renforcement de la sécurité et d'aménagement d'espace de loisir en vue de renforcer la sécurité à la place publique de la commune de Guiglo a été validé. Sa mise en œuvre débutera effectivement au cours du mois de janvier 2013 compte tenu du retard dans sa finalisation avec la municipalité de Guiglo.</p>	
	<p><b>Résultat 3 : Les capacités institutionnelles et opérationnelles des institutions, leaders et autres acteurs nationaux en matière de réconciliation et de cohésion sociale sont renforcées, notamment par des analyses, un dialogue participatif et des cadres d'action et de coordination inclusifs</b></p> <p>Pour ce résultat, cinq indicateurs ont été définis :</p> <p><i>Indicateur 3.1. Un document de politique nationale de réconciliation et de cohésion sociale est préparé et validé</i></p> <p>Sous l'impulsion du Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité (MEMEAS), le PNUD a entamé au cours du dernier trimestre de l'année 2011, avec l'appui de certaines organisations de la société civile, différentes séances de travail ayant permis d'enregistrer des résultats assez satisfaisants dans le processus d'élaboration de la Politique Nationale de Solidarité et de Cohésion Sociale (PNSCS). Comme acquis majeurs depuis l'entame du processus, on peut noter (i) le recrutement de deux Consultants en charge de la rédaction du document de PNSCS en lien avec un comité technique présidé par le MEMEAS et composé de représentants de la CDVR, de l'ONUCL, du PNUD, de SFCG et de la Convention de la Société Civile (CSC). Ce Comité technique a la responsabilité de coordonner le processus de formulation de la stratégie nationale et (ii) l'organisation d'un atelier de pré-validation avec toutes les parties prenantes au processus (Gouvernement, SNU, CSS) ayant abouti à la production du 1er draft du document de Politique Nationale de Solidarité et de Cohésion Sociale. Les discussions sont toujours en cours avec le MEMEAS pour la finalisation de cette Politique Nationale avant sa validation au Conseil des Ministres. Cette politique devrait permettre au Gouvernement d'avoir une vision claire et inclusive en matière de solidarité et de cohésion sociale.</p>	

*Indicateur 3.2. Nombre et qualité des consultations organisées, qualité de la stratégie, des modules de formation et des appuis logistiques en soutien au démarrage de la CDVR.*

Les fonds IRF ont permis d'organiser plusieurs ateliers de formation pour le personnel de la CDVR et pour les ONG nationales sur les mécanismes de justice transitionnelle. Deux ateliers spécifiques aux consultations nationales ont été organisés pour le personnel de la CDVR par le HCDH en novembre et décembre 2012. Ils ont permis de finaliser la méthodologie de mise en œuvre de ces consultations ainsi que le plan de sensibilisation qui les accompagnent. Le démarrage de ces consultations est maintenant prévu pour janvier 2013 et elles seront financées par des fonds mis à la disposition par le PBF et par le budget de l'état.

*Indicateur 3.3. Nombre de rapports du dialogue participatif et d'analyses des sources de conflits et des réponses préparés et disponibles (participation d'au moins 30% de femmes)*

Un (1) rapport de l'étude socio-anthropologique de l'UNFPA qui a trait à « Analyse sur les sources des conflits communautaires et développement du dialogue participatifs dans le départements de Duékoué, Guiglo, Boléquin, Zouan-Hounien et Danané à l'Ouest de la Côte d'Ivoire » est disponible.

Dans l'optique de renforcer l'efficacité des infrastructures de paix au niveau local, un diagnostic participatif et une analyse des mécanismes et structures de paix existants ont été réalisés par le CERAP (Centre de Recherche et d'Action pour la Paix) et SFCG (Search For Common Ground) avec l'appui du PNUD dans 8 localités de l'Ouest et du Sud-ouest (Moyen Cavally : Duékoué, Boléquin; Toulepleu ; Montagnes : Man, Danané ; Bas Sassandra : Soubré, San Pedro et Tabou). Cette étude a permis de dégager des recommandations concrètes tout en identifiant les forces et les faiblesses, atouts et obstacles en vue de renforcer l'efficacité des infrastructures de paix dans le processus d'édification de la paix au niveau local.

*Indicateur 3.4. Augmentation et amélioration du nombre d'initiatives de collaboration et de recherche de consensus entre les leaders et communautés autrefois en conflit (30% impliquent les femmes).*

Dans le cadre de son partenariat avec le PNUD, SFCG a initié depuis le mois de novembre 2012, différentes activités socioculturelles de rapprochement entre les communautés de 9 localités de la Région du Cavally, dans l'Ouest du pays (Petit Guiglo, Beoua, Bedy Goazon, Zeaglo, CIB, Diboké, Blody, Diahouin, Zouan-Hounien). Ces différentes activités permettent aux populations retournées, de renforcer la fraternité et la solidarité qui s'étaient effritées du fait de la dernière crise postélectorale et de jeter ainsi les bases d'une cohésion sociale plus durable.

*Indicateur 3.5. Nombre de leaders traditionnels, religieux, associations de jeunes et de femmes (30%) dans la prévention et la résolution non violente des conflits formés et assistés*

49 leaders communautaires dont 19 femmes (39%) et 31 hommes (61%) formés en prévention et gestion pacifique des conflits et conduite du dialogue participatif au cours de deux sessions de formation réalisées par l'UNFPA.

Le PNUD a apporté un appui financier à l'ONG ODAFEM qui a formé 50 jeunes leaders de Duékoué à la culture de la Paix, à la prévention / gestion non violente des conflits et à la vie associative en vue de leur participation active dans le processus de rétablissement de la cohésion sociale dans cette localité

	<p>fortement affectée par la crise postélectorale et les nombreux affrontements intercommunautaires. Ces 50 jeunes leaders formés possèdent désormais de compétences et d'aptitudes nécessaires qui devront leur permettre d'engager un programme d'information, d'éducation et de communication sur la prévention et/ou la gestion de conflits, la vie associative et le dialogue social visant le changement de comportement des jeunes de Duékoué.</p>	
	<p><b>Résultat 4 : Le public est sensibilisé et participe activement aux initiatives de réconciliation et de cohésion sociale</b></p> <p>Pour ce résultat, quatre indicateurs ont été définis :</p> <p><i>Indicateur 4.1. Le nombre et la qualité des activités socioculturelles, de promotion de la paix et de la culture civique favorisent les contacts et le dialogue entre différents groupes et communautés</i></p> <p>Pour le volet relatif aux activités socioculturelles de rapprochement intercommunautaires, le PNUD a contracté avec SFCG qui a déjà initié dans 9 localités à l'Ouest (Petit Guiglo, Beoua, Bedy Goazon, Zeaglo, CIB, Diboké, Blody, Diahouin, Zouan-Hounien) l'implémentation desdites activités. Les dispositions sont ont été prises au niveau local afin d'inscrire ces activités de cohésion sociale dans la dynamique des activités de réintégration économique dans ces mêmes localités.</p> <p><i>Indicateur 4.2. Les capacités techniques et opérationnelles de 15 stations de radio locales sont renforcées et ces radios relaient des messages sur la cohésion sociale, les droits de l'homme, la tolérance et la résolution non violente des conflits.</i></p> <p>Trente professionnels des medias (journalistes, animateurs radio, techniciens) de l'Ouest de la Cote d'Ivoire ont été formés sur le thème « Techniques de production pour la construction de la paix » du 28 au 30 septembre 2012, à Guiglo. Cette formation a été dispensée par Search For Common Ground (SFCG) et bénéficie du financement du PNUD dans le cadre du Projet IRF. Ces professionnels des medias, en provenance de Guiglo, Duékoué, Daloa, Issia, Danané, Man, Sassandra, San Pedro, Soubré, Zouan-Hounien et Toulepleu, sont donc désormais outillés aux notions de base sur les conflits, aux rôles des medias dans la gestion des conflits, aux formats de production d'émissions radio et à l'éthique et à la déontologie. Les acquisitions d'équipements pour renforcer les capacités techniques de ces radios locales sont en cours et ces équipements seront livrés au cours du mois de ce mois de décembre 2012.</p> <p><i>Indicateur 4.3. Nombre et la qualité des messages de tolérance et de réconciliation diffusés favorisant le dialogue intercommunautaire et visant à contrer la propagation des rumeurs.</i></p> <p>L'appréciation des messages diffusés et la mesure de leurs impacts sur le rapprochement des communautés dans les zones cibles ont été planifiées après les séances de formation des Animateurs des radios locales ciblées dans les régions du Moyen cavally et des Montagnes. Elles ont débuté au cours de ce mois de décembre 2012 et se poursuivront au cours du mois de janvier 2013.</p> <p><i>Indicateur 4.4. 25% d'adultes ivoirien(ne)s suivent des émissions radio orientées vers la promotion de la paix et au moins 70% d'auditeurs et auditrices sont d'accord sur le fait que les programmes ont le potentiel d'influencer le comportement des ivoiriens</i></p>	

	<p>Les initiatives planifiées dans le cadre de cet indicateur seront exécutées par SFCG dans le cadre de son partenariat avec le PNUD.</p> <p>L'organisation de focus groupe pour un sondage d'opinions et la mise en place d'un mécanisme pour recueillir le feedback sur les émissions produites et diffusées dans le cadre de ce projet interviendront à la fin du processus de renforcement global des capacités des radios locales ciblées.</p>	
	<p><b>Résultat 5 : La réintégration socio économique des groupes vulnérables à travers les activités sociales et économiques fédératrices permet de restaurer le dialogue et la confiance entre les communautés</b></p> <p>Pour ce résultat, trois indicateurs ont été définis :</p> <p><i>Indicateur 5.1. Nombre, qualité et diversité d'intrants, d'outils et d'autres biens et services qui contribuent à la relance des activités agricoles mis à disposition des groupes cibles (au moins 20% pour les femmes)</i></p> <p>Pour la mise en œuvre des activités de cette composante, une mission conjointe composée du PNUD, de l'UNFPA, de la FAO, de l'ONUFEMMES, de l'ONUCI-Civil Affairs, du HCR, de l'OMS, d'OCHA, de SFCG et de représentant du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (MEMPD) a été organisée au du 27 février au 3 mars 2012 afin d'identifier et définir les conditions opérationnelles de mise en œuvre des activités des différentes agences dans les zones de Duékoué, Guiglo, Bloléquin et Danané.</p> <p>Les partenaires d'exécution ont été identifiés selon les critères de présence assurée dans les zones cibles, d'expériences dans la conduite d'activités similaires.</p> <p>Ainsi, les zones cibles retenues et les principaux appuis au niveau de cette composante ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour le PNUD : 128 ménages vulnérables (117 femmes chefs de ménages et 11 hommes) et 30 groupements (19 groupements de femmes et 11 d'hommes) ont pu relancer leurs activités de production de riz (bas-fond et pluvial), de maïs et de maraîchers dans 10 localités de la Région du Cavally grâce à l'assistance en outillages agricoles (dabas, arrosoirs, pulvérisateurs, etc) et en intrants (semences, engrais) dans le cadre du projet IRF exécuté en partenariat avec l'ONG DRC. Ce sont donc 43 ha de riz pluvial, 27 ha de riz de bas-fond, 20,5 ha de maïs et 3,5 ha de maraîchers qui ont été mises en valeur par ces populations retournées dans leurs localités d'origine, leur permettant ainsi de retrouver une source d'alimentation et de revenus. Dans le domaine des AGR, ce sont 300 femmes qui ont bénéficiées de matériels et d'intrants pour la production de savons artisanaux dans 10 localités de la Cavally ;</li> </ul> <p>Tous ces appuis matériels et techniques apportés par le PNUD par l'entremise de DRC, ont permis à ces 3959 personnes (essentiellement des femmes) retournées dans leurs localités d'origine, de reprendre leurs activités économiques qui leurs permettront de disposer de revenus et de productions suffisantes pour les besoins de leurs familles respectives. Ces appuis devraient ainsi mieux les préparer à d'autres initiatives de grandes envergures pour une meilleure contribution au processus de relance économique et de rétablissement de la cohésion sociale dans cette zone Ouest.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Afin de relancer les activité agricole, l'UNFPA et ses partenaires de mise en œuvre ont acquis des intrants et petits matériels agricoles permettant de cultiver du riz de bas-fond sur une superficie de 20 hectares de 5 hectares du maïs et 15 hectares de maraîchères, des kits d'installation pour les activités de vente d'article de commerce divers, de menuiserie et de cordonnerie ainsi que de quatre (04) mini</li> </ul>	

broyeuses. Les acquisitions en kits agricole ont été évaluées à un montant de vingt six millions cent trente six milles neuf cent quarante cinq francs (26 136 945 F CFA) pour 38 groupements féminin et de près de milles bénéficiaires directes et indirectes.

- Pour la FAO : Appuis à 09 (neuf) groupements et associations villageois mixtes des localités de Duékoué ville (Quartiers Carrefour, Kokoma,, Manioc), de la sous-préfecture de Guiglo (Goya1, Zouan-Nedrou et de Bedy-Goazon) et des villages des départements de Danané (Tahapleu et de Kouan Houle)avec l'appui de l'ANADER et de l'ONG AIDPH. Concernant la distribution de kits agricoles, à la date du 30 novembre 2012, la FAO a distribué 1 500 kg de semences de riz bas-fond, 6 kg de semences de gombo, 7 500 kg d'engrais et 240 pièces d'outils agricoles (bottes et houe). Ces intrants ont permis à 120 ménages retournés du site de déplacés de Nahibly (28 femmes chef de ménages et 92 hommes) d'implanter au moins 30 ha. Pour la réhabilitation de bas-fond, 12 ha sont en réhabilitation pour trois groupements dont deux maraîchers et un pour le riz de bas-fond. Les bénéficiaires ont reçu 1 motopompe et du petits matériels agricoles (dont 23 brouettes). Au titre des activités commerciales (AGR), ont été construits : 2 poulaillers, 2 magasins de stockage, 2 puits, 1 magasin pour l'installation d'un moulin. La FAO a aussi distribué 2 presses à manioc et du petits matériels d'exploitation de ces AGR. Tous ces appuis matériels sont accompagnés d'un encadrement technique assuré par les partenaires de mise en œuvre.
- Pour l'ONU-FEMMES : Appuis aux groupements féminins des localités de Bloléquin, Zéaglo, Petit-Guiglo, Béoué avec l'appui technique de l'ONG ODAFEM. Environ 300 femmes ont bénéficié de ces appuis. Ainsi, 10 hectares de terre cultivable au total dédiés à la culture de maïs et de manioc ont été acquis pour les groupements de femmes Zéaglo, les capacités des femmes de Zéaglo, Petit Guiglo et Béoué ont été renforcés en technique de mise en place de champs de maïs et de manioc par un agent de l'ANADER, des kits agricoles, outils et équipements agricoles ont été fournis aux groupements de femmes, la ferme avicole de petit Guiglo a été réhabilitée et dotée de 500 poussins de chairs au profit, une ferme porcine de 8m/5m de 6 loges a été construite au profit du groupement de femmes de Béoué et 2 broyeuses et un motoculteur ont été acquis.

*Indicateur 5.2. Nombre et qualité d'ateliers de formation d'opportunités économiques en faveur des acteurs économiques locaux organisés (au mois 30% pour les femmes) créés et soutenus*

Sous la supervision du PNUD, DRC, dans le cadre de ses appuis aux groupements pour la relance de leurs activités socioéconomiques (agricoles et commerciales) a formé 60 points focaux des 30 groupements bénéficiaires en gestion de projet, en comptabilité simplifiée et en genre des bénéficiaires des initiatives sont renforcées. Ces modules ont été couplés avec des modules sur le VBG (800 personnes essentiellement des femmes) et ont été dispensés au cours du mois d'août et septembre 2012.

L'UNFPA, avec l'appui de l'ANADER a mis 38 kits agricoles et commerciaux à la disposition des 38 Organisations Communautaires de Base (OCB) de femmes et de jeunes de Duekoue (08), de Guiglo (03), de Toulepleu (07) et de Danané et Zouan-Hounien (20) pour la réalisation de micro-projets d'AGR et d'installation-socio-professionnelle de 2000 bénéficiaires dont 1140 bénéficiaires directes et près de 1000 bénéficiaires indirectes.




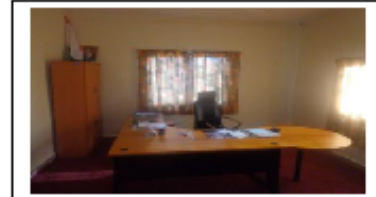
Dans cette perspective, l'ANADER a formé 485 bénéficiaires et membres des groupements bénéficiaires en (ii) techniques culturelles (ii) gestion commerciale (iii) vie associative et (iv) comptabilité simplifiée.

	<p><i>Indicateur 5.3. Appui Conseil ; Orientation et encadrement technique à travers 2 à 3 institutions</i></p> <p>La stratégie de développement de partenariat au niveau local a été adoptée par l'ensemble des agences intervenant sur cette composante. Ainsi, les partenaires locaux notamment DRC, ANADER, ODAFEM SFCG, on été retenus pour assurer la mise en œuvre des activités, les appuis/conseils et l'encadrement technique des bénéficiaires des initiatives en cours. Cette disposition aura permis de contribuer efficacement à l'atteinte des résultats planifiés tant au niveau du suivi de l'itinéraire technique des cultures retenues (riz de bas fond, maïs, manioc), que de la vie coopérative, la comptabilité simplifiée et la conduite des activités génératrices de revenus.</p>	
<p><b>(3) Conclusions sur les leçons a tirées</b></p> <p>Les résultats enregistrés au cours de cette année 2012 sont liés essentiellement à la bonne collaboration entre les agences récipiendaires des fonds qui ont su développer dans la planification et dans la mise en œuvre de leurs activités, les complémentarités et les synergies nécessaires pour garantir l'atteinte des résultats globaux du projet. Cette bonne collaboration s'est poursuivie tout au long du dernier semestre de l'année 2012 avec la prise en compte des orientations des partenaires de terrains (Autorités, ONGs, Associations, etc.) en charge de la mise en œuvre des activités au profit des bénéficiaires dans les zones cibles du projet.</p> <p>La réalisation des études et d'analyses sur la problématique de la cohésion sociale à l'Ouest est une très bonne base pour le renforcement des capacités des acteurs sociaux sur le développement du dialogue participatif à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. De même, la réalisation des activités génératrices de revenue contribue à la réinsertion sociale et économique des populations vulnérable et constitue une porte d'entrée aux activités de cohésion sociale et de consolidation de la paix. Ainsi le PBF a été très utile dans le processus de consolidation de la paix et de réinsertion sociale et économique des populations affectées par la crise surtout dans la zone Ouest de la Côte d'Ivoire.</p> <p>Dans la composante d'appui au renforcement de l'autorité de l'Etat et à la restauration de l'ordre public, de nombreuses leçons peuvent être tirées aux termes des premiers appuis apportés aux différentes autorités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'implication de la partie nationale durant toutes les étapes du projet a permis une réelle appropriation du projet,</li> <li>• Le programme de renforcement de capacités des autorités préfectorales a permis de combler un besoin réel des autorités qui n'ont bénéficié d'aucune mise a jour de leurs connaissances depuis l'éclatement de la crise Ivoirienne en 2002. Elles disposent de cadres plus appropriés de rencontres avec les populations qui leur permettent d'organiser très régulièrement des concertations en vue de la résolution des litiges et tensions pour la plupart relatifs au foncier rural,</li> <li>• La mise en œuvre conjointe des réhabilitations et des formations a fortement participé au regain d'autorité des préfets et sous-préfets, non seulement à l'égard des populations civiles mais et également à l'endroit des forces de maintien de l'ordre dont ils assurent la supervision dans le cadre de la police administrative,</li> <li>• Comme indiqué par un préfet lors d'un séminaire, <i>« il est vain de parler de l'autorité de l'Etat, si les autorités locales sont dépourvus de moyens logistiques, de moyens de communication, et de bureaux fonctionnels. Il est également vain de parler de réconciliation si les autorités locales qui sont les plus proches des communautés, n'ont pas de véhicules pour aller vers les populations »</i>. Malheureusement, ce déficit de moyens limite l'effet des meilleures formations, méthodes et compétences,</li> <li>• Il est donc crucial que le système des Nations Unies en coopération avec la communauté internationale soutiennent le renforcement logistiques et matériels des autorités locales et les mécanismes. L'un des exercices, au cours des séminaires, visait à formuler des plans d'action pour les comités de sensibilisation et des comités de sécurité. Cela pourrait être un point de départ pour le soutien à l'Ouest. Par exemple, il pourrait prendre la forme de faciliter l'équipement des comités de sensibilisation avec un</li> </ul>		



<p>kit de base minimum (chaises, bâches, système audio, etc.),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ces séminaires ont confirmé que les causes structurels doivent également être abordées par le gouvernement pour renforcer la capacité de l'État à maintenir l'ordre public, la sécurité et la cohésion sociale: Il s'agit entre autres des difficultés d'application de la loi foncière rurale, de l'effectivité du programme DDR, d'une position claire et officielle sur les Dozos, la question du phénomène des nouveaux migrants dans l'Ouest, de la sécurité des frontières, et l'accès des populations aux services de base.</li> </ul> <p>Sur les questions de réintégration socioéconomiques des populations, de réconciliation nationale et de cohésion sociale, compte tenu de l'instabilité et de la fragilité de la situation sociopolitique dans la zone Ouest qui est la principale zone d'implémentation, la mise en œuvre des activités planifiées a connu quelques petites difficultés liées surtout aux attaques et autres affrontements intercommunautaires qui imposent des restrictions à l'accès à certaines zones. Néanmoins, les partenaires locaux se sont attelés à assurer les appuis minimums aux bénéficiaires ciblés afin de leur permettre de relancer leurs activités économique et de participer pleinement au processus de rétablissement de la cohésion sociale en cours.</p> <p>Dans son ensemble, le projet IRF a apporté des réponses concrètes aux besoins des parties prenantes. Dans cette optique, et à titre d'exemple, la formation réalisée du 9 au 17 Mai 2012 à Duékoué et Guiglo par l'UNFPA-CI et l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) a été jugée très bénéfique par des acteurs de terrain (policiers, gendarmes et militaires). Ainsi, au cours de la formation un militaire a dit ceci : « <i>Franchement j'ai appris beaucoup d'enseignements sur les droits de l'Homme pour un militaire comme moi mais, pourquoi est-ce que c'est maintenant, après la crise post électorale que l'on entend parler de droits de l'Homme par ci droits de l'Homme par là ?</i> »</p> <p>Les besoins exprimés en matière de réinsertion socio-économique par les populations affectées sont très nombreux et ne peuvent être satisfaits dans le cadre du seul projet financé par le PBF-IRF. En effet, pour près de 200 OCB qui ont sollicité des financements pour la réalisation des AGR, l'UNFPA avec l'ANADER et les Centre sociaux, n'a pu retenir seulement 48 OBG soit 24% des demandes. Il reste entendu que nonobstant les résultats importants obtenus, des défis importants sont à surmonter notamment (i) la prévention des violences basées sur le genre et une cohabitation apaisée entre forces de l'ordre et populations (ii) le renforcement des capacités des leaders communautaires (hommes et femmes) en matière de prévention et gestion des conflits et (iii) l'appui au relèvement socio-économique des femmes et des jeunes et la cohésion communautaire dans la zone de l'ouest de la Côte d'Ivoire.</p>	
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

**ILLUSTRATIONS DE QUELQUES RESULTATS ATTEINTS PAR LE PROJET FCP**

<b>Images de bâtiments réhabilités</b>		
<b>Ouvrages</b>	<b>Etat de l'ouvrage avant travaux</b>	<b>Etat de l'ouvrage après travaux</b>
<b>Préfecture de Duékoué</b>		
<b>Sous-préfecture de Bakoubly</b>		
<b>Commissariat de police de Toulepleu</b>	